La Nature a horreur du GIEC

25 septembre 2026 / **Association des climato-réalistes**

Ou les dérèglements scientifiques des « experts climatiques »

Guillaume de Rouville, membre du bureau de l'association des climato-réalistes

Nous entendons établir que le GIEC ne part pas d'une hypothèse qu'il chercherait à mettre à l'épreuve, mais d'un axiome — le CO_2 anthropique est la cause principale d'un changement climatique jugé négatif pour l'homme et la Nature — que son mandat lui interdit de remettre en question, et qu'il s'emploie depuis trente ans à démontrer envers et contre toutes les observations qui le contredisent. Chercher en permanence à confirmer un axiome préétabli et fixé dans le marbre, ce n'est plus faire de la science : c'est prêcher une théologie — une théologie apocalyptique du climat, professée avec la ferveur d'un dogme (celui de l'infaillibilité du GIEC et de ses apôtres).

Le GIEC — Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat — porte dans son nom même l'aveu de ce qu'il n'est pas : ni académie des sciences, ni consortium de laboratoires et d'experts indépendants, mais une émanation directe des États qui l'ont créé et financé, chargée d'évaluer une littérature scientifique[1] dont le périmètre a été fixé par avance par un texte de droit international. Nous montrerons que cette architecture est à l'origine d'un dérèglement plus grave encore, selon nous, que le dérèglement climatique : celui de la méthode scientifique appliquée au climat.

Voici, dans l'ordre, les premières pièces à conviction de ce dossier que nous versons aux débats et au tribunal de la pensée critique (s'il en reste encore un peu) et que nous examinerons une à une :

1. Le péché originel d'une convention internationale qui a désigné son coupable (le CO_2 émis par l'homme) avant même d'avoir ouvert l'enquête ;
2. Les biais méthodologiques qui orientent d'avance chaque lecture des données climatiques ;
3. Des cycles solaires, orbitaux et cosmiques, écartés au nom d'une complexité qui n'est curieusement jamais invoquée lorsqu'il s'agit du CO_2 et de ses effets supposés

Gérer le consentement

4. Des modèles climatiques numériques que l'on ajuste jusqu'à ce qu'ils confirment ce qu'on voulait démontrer dès le départ ;
5. Des catastrophes naturelles qui, sur toutes les séries statistiques longues disponibles, refusent obstinément de suivre la courbe du CO_2 et de montrer une tendance anormale et inquiétante ;
6. Une prédiction présentée comme le test décisif de la théorie que les observations ne confirment pas.

À la lecture de ces quelques points, centrés sur les aspects scientifiques d'un débat qui, faute d'arène où en exposer et décortiquer les termes, n'a en réalité jamais vraiment eu lieu (et n'aura sans doute pas lieu), vous finirez peut-être, comme nous, par conclure que la Nature a horreur du GIEC et que le CO_2 est (au-delà du doute raisonnable) innocent des crimes qu'on lui impute et bien éloigné de la caricature qui en est faite par tous les procurateurs qui se piquent de science climatique en ce domaine.

1. La CCNUCC : une convention qui présuppose sa propre conclusion

La Convention Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), adoptée en 1992 avant même que le GIEC n'ait pu approfondir ses travaux, a commis un péché originel : elle a défini par avance ce qu'il fallait chercher et ce qu'il fallait trouver. En quelques articles apparemment anodins, des juristes et technocrates internationaux ont réussi à transformer la science climatique en un exercice de validation d'axiomes politiques, fermant ainsi la porte à toute véritable démarche scientifique.

L'anthropocentrisme érigé en dogme : une définition qui élimine la nature

L'article 1 de la Convention Cadre propose une définition du changement climatique qui défie toute logique scientifique :

« On entend par "changements climatiques" des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables. »

Par cette définition, le changement climatique c'est l'homme. Et ce n'est que lui[2].

Cette formulation opère une double amputation conceptuelle. Premièrement, elle instaure une dichotomie artificielle entre « changements climatiques » (nécessairement anthropiques) et « variabilité naturelle » (phénomènes non-humains). Selon cette logique, avant l'apparition d'Homo Sapiens, il n'existait pas de changements climatiques, seulement des variations oscillant dans un cadre naturel prédéfini et harmonieux. Les glaciations, les périodes interglaciaires, l'optimum climatique médiéval[3] ou le petit âge glaciaire[4] ne seraient donc que de simples « variabilités » sans conséquence structurelle.

Cette distinction sémantique n'est pas un détail technique. Elle évacue méthodologiquement toute possibilité que les facteurs naturels puissent être responsables de véritables changements climatiques à l'époque contemporaine. Les rayons cosmiques interstellaires, l'activité solaire, les cycles de Milankovitch (excentricité orbitale, obliquité axiale, précession), la gravitation des grandes planètes du système solaire (Jupiter, Saturne, Neptune), les variations de la circulation thermohaline, la tectonique des plaques, les champs géomagnétiques, l'effet albédo des surfaces terrestres et océaniques, ou encore les éruptions volcaniques majeures : tous ces facteurs sont relégués dans la catégorie inférieure des « variabilités naturelles ».

L'homme est devenu si puissant, si imbu de sa grandeur qu'il s'attribue désormais tous les changements climatiques depuis qu'il a pointé son nez à la surface de la Terre.

Deuxièmement, la Convention postule implicitement que les influences humaines viennent nécessairement «

s'ajouter » aux phénomènes naturels. Cette vision additive et unidirectionnelle ignore complètement les mécanismes de rétroaction négative qui caractérisent les systèmes complexes. Elle ne semble pas envisager que Dame Nature puisse compenser, atténuer ou contrebalancer les perturbations anthropiques par ses propres mécanismes homéostatiques. Le système climatique terrestre, qui a survécu à des bouleversements autrement plus violents que ceux attribués à nos émissions de CO_2 , serait soudainement devenu un système linéaire et fragile, incapable d'autorégulation face aux actions humaines.

L'article 2 : quand la Convention désigne le coupable avant l'enquête

Si l'article 1 pose le cadre conceptuel, l'article 2 désigne explicitement l'arme du crime :

« L'objectif ultime de la présente Convention […] est de stabiliser […] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. »

L'arme du crime est désignée sans détour : les concentrations de gaz à effet de serre, et plus particulièrement le CO_2 .

Le GIEC, dont le premier rapport d'évaluation avait été publié en 1990, avait effectivement identifié le CO_2 anthropique comme un facteur potentiellement important. Mais dans ce rapport inaugural, on sentait encore une certaine prudence épistémologique, une liberté de ton, une ouverture au débat contradictoire. Cette indépendance intellectuelle ne pouvait qu'inquiéter les architectes de la gouvernance climatique internationale, pour qui l'incertitude scientifique représentait un obstacle politique inacceptable.

La Convention Cadre a donc servi de carcan normatif pour encadrer au plus près les scientifiques du GIEC et, par extension, tous les chercheurs travaillant pour des institutions d'États signataires ou dépendant de financements publics internationaux. En définissant juridiquement les causes du problème avant même d'avoir pleinement compris le phénomène, la Convention a inversé la logique scientifique.

Dans une démarche scientifique authentique, on observe, on formule des hypothèses multiples, on les teste rigoureusement, on accepte les résultats même s'ils contredisent nos attentes. Ici, la conclusion est posée a priori : le CO_2 anthropique est le coupable.Le rôle assigné aux scientifiques devient celui de quantifier la culpabilité du CO_2 , non de questionner son implication.

Le lyssenkisme climatique : quand l'idéologie dicte ses vérités à la science

En quelques phrases et deux articles (de foi) juridiques, la Convention a réussi à tuer la science climatique en tant que recherche libre et ouverte. **Elle a imposé une théorie axiomatique du climat** qui ne laisse guère de place à la recherche exploratoire, à la controverse constructive et au débat contradictoire.

La Convention Cadre sur le Climat, c'est le goulag de la pensée scientifique.

Cette situation présente des similitudes troublantes avec le lyssenkisme soviétique, cette doctrine pseudo-scientifique qui prévalut en URSS de 1928 à 1964. Trofim Lyssenko avait convaincu Staline que la génétique mendélienne était une science bourgeoise, et que les caractères acquis pouvaient être transmis héréditairement. Cette théorie, conforme à l'idéologie marxiste-léniniste, devint vérité d'État. Les scientifiques qui la contestaient étaient écartés, emprisonnés ou exécutés. Le résultat ? Des décennies de stagnation scientifique, des famines, et un retard considérable de l'agronomie soviétique.

Le parallèle est frappant : une doctrine établie par des considérations politiques, une science mise au service de cette doctrine, des chercheurs contraints de produire des résultats conformes aux attentes idéologiques,

une marginalisation des voix dissidentes, et une certitude affichée qui cache mal la fragilité des fondements théoriques.

Les « experts » et « scientifiques » du climat mondial se sont trouvés — ou se sont placés volontairement — au service d'une norme juridique dont l'aspect normatif et prescriptif l'emporte largement sur les frontières ouvertes de la recherche scientifique. Ils sont devenus les producteurs d'une science réglementaire, dont les conclusions sont attendues et encadrées par les textes fondateurs.

Avec de tels articles, l'esprit scientifique devrait se sentir contraint, à l'étroit, enfermé, étouffé. Il ne devrait pas pouvoir accepter de capituler sans combat devant une telle parodie scientifique.

On pourrait s'arrêter là, tant ce péché originel des Réchauffistes est disqualifiant, mais osons nous aventurer ensemble dans tous les recoins peu recommandables de la pensée « scientifique » du GIEC !

- *Rédiger le réquisitoire avant l'instruction, ce n'est plus enquêter : c'est condamner d'abord, et chercher les preuves ensuite.*

2. Trois autres problèmes méthodologiques majeurs

Au-delà du biais institutionnel (juridico-normatif) décrit au point précédent, nous pouvons relever trois défauts de méthode plus généraux, de nature à biaiser la lecture même des données climatiques.

Le GIEC instruit à sens unique contre le CO_2 : Il documente systématiquement les risques attribués à la hausse du CO_2 atmosphérique, mais n'établit à aucun moment un bilan symétrique de ses effets bénéfiques pourtant documentés par la littérature scientifique — fertilisation de la végétation, meilleure efficience de l'eau chez les plantes, hausse des rendements agricoles, etc. Une instruction scientifique équilibrée suppose la mise en balance des coûts et des bénéfices d'un même facteur, non l'accumulation à charge d'un seul côté du bilan (pour justifier un biais normatif de départ).

Le GIEC part d'un postulat implicite selon lequel tout réchauffement est nécessairement mauvais : Il part de l'hypothèse que toute élévation de température[5] constitue en soi une dégradation de la situation (un « dérèglement »). Or l'histoire géologique et climatique montre au contraire que la biodiversité marine et terrestre a toujours prospéré durant les périodes chaudes (Optimum climatique de l'Holocène, Optimum romain, Optimum médiéval), et que les grandes extinctions sont associées aux épisodes glaciaires, non aux réchauffements. De la même manière, les données de mortalité humaine montrent que le froid tue davantage que la chaleur dans la totalité des pays tempérés. Présenter le réchauffement comme intrinsèquement négatif relève d'un présupposé non démontré, et non d'une conclusion tirée des données.

Enfin, le GIEC choisit un point de départ situé au creux du Petit Âge Glaciaire : Mesurer le réchauffement moderne à partir d'une période de référence correspondant à la fin du Petit Âge Glaciaire (fin du XVIIIe-début du XIXe siècle), l'une des périodes les plus froides des deux derniers millénaires, introduit un biais statistique structurel : toute sortie naturelle d'un minimum climatique se traduit mécaniquement par une tendance de réchauffement apparente, indépendamment de sa cause.

Pour une bande d'éminents experts internationaux, ça fait beaucoup d'erreurs méthodologiques, vous ne trouvez pas ?

- *Instruire uniquement à charge, ce n'est plus juger : c'est présupposer la culpabilité.*

Gérer le consentement

3. Les cycles solaires, orbitaux et planétaires minorés

Les variations climatiques passées, assez bien documentées sur toutes les échelles de temps géologiques, sont associées à un ensemble de cycles astronomiques et solaires bien identifiés (même si leurs interactions et leurs effets le sont moins).

Les cycles[6]

Les cycles de Milanković regroupent trois paramètres orbitaux distincts, chacun avec sa propre périodicité et son propre effet sur l'ensoleillement terrestre. **L'excentricité orbitale**, qui varie sur des cycles de 100 000 et 413 000 ans, décrit la forme de l'orbite terrestre autour du Soleil, tantôt presque circulaire, tantôt plus elliptique : plus l'orbite est elliptique, plus l'écart entre la quantité de rayonnement reçue au point le plus proche du Soleil (périhélie) et au point le plus éloigné (aphélie) est marqué, ce qui amplifie le contraste saisonnier d'un hémisphère à l'autre. **L'obliquité de l'axe de rotation**, qui oscille entre 22,1° et 24,5° sur un cycle de 41 000 ans, correspond à l'inclinaison de l'axe de rotation de la Terre par rapport au plan de son orbite — c'est cette inclinaison qui crée les saisons : plus elle est marquée, plus les contrastes entre été et hiver sont importants aux hautes latitudes, ce qui influence directement la formation ou la fonte des calottes glaciaires. **La précession des équinoxes**, sur un cycle d'environ 23 000 à 26 000 ans, correspond au lent mouvement de « toupie » de l'axe terrestre, qui modifie progressivement la période de l'année où la Terre se trouve au plus près du Soleil : c'est ce mécanisme qui détermine, par exemple, si l'hémisphère Nord connaît son été au moment où la Terre est la plus proche ou la plus éloignée du Soleil, avec des conséquences directes sur l'intensité des saisons. La combinaison de ces trois cycles, en phase ou en opposition selon les époques, explique statistiquement l'alternance des grandes glaciations et des périodes interglaciaires sur les derniers millions d'années.

Les cycles solaires internes agissent sur des échelles de temps beaucoup plus courtes, mais avec une logique comparable de superposition d'oscillations. **Le cycle de Schwabe**, la période de 11 ans la plus connue, correspond au cycle d'activité des taches solaires et du champ magnétique du Soleil. **Les cycles de Gleissberg** (87 ans) et **de De Vries-Suess** (210 ans) modulent l'amplitude de ce cycle de base — certains cycles de Schwabe sont plus intenses, d'autres plus faibles, selon la phase où l'on se trouve dans ces cycles plus longs. La combinaison de ces trois périodicités solaires produit, par interférence, une oscillation résultante d'environ 1500 ans, effectivement retrouvée dans les carottes de glace du Groenland sous la forme d'alternances climatiques chaud/froid documentées sur plusieurs dizaines de milliers d'années — une correspondance qui suggère un pilotage solaire de ces cycles multiséculaires, plutôt qu'un simple hasard statistique.

Comment se forment les nuages

Enfin, des cycles de plus longue période sont associés aux positions relatives de Jupiter et Saturne : ces deux planètes géantes, par leur masse considérable, exercent une attraction gravitationnelle qui influence légèrement la position du Soleil lui-même par rapport au centre de masse[7] du système solaire, et pourrait moduler son activité interne (cycles magnétiques, activité des taches) sur des échelles de plusieurs décennies à quelques siècles — un mécanisme mis en avant notamment par les travaux de Nicola Scafetta[8] pour expliquer certaines oscillations climatiques de périodicité 20 et 60 ans identifiées dans les séries de température depuis 1850.

Ces mécanismes ne relèvent pas de la spéculation : ils reposent sur des lois de la mécanique céleste connues depuis Newton et Kepler et leur influence passée sur le climat terrestre est documentée par des dizaines de proxys indépendants — carottes de glace, sédiments marins, cernes d'arbres, spéléothèmes[9].

Gérer le consentement

Parmi les mécanismes proposés pour relier activité solaire et climat, nous trouvons celui du flux de rayons cosmiques formalisé par le physicien danois Henrik Svensmark. Le principe en est le suivant : notre galaxie baigne en permanence dans un flux de rayons cosmiques — des particules de haute énergie issues d'explosions d'étoiles lointaines — qui, en traversant l'atmosphère terrestre, ionisent les molécules d'air sur leur passage. Cette ionisation joue un rôle déterminant dans la formation des nuages : les ions produits par le passage des rayons cosmiques servent de noyaux de condensation, c'est-à-dire de points d'ancrage microscopiques autour desquels la vapeur d'eau se condense pour former les gouttelettes qui constituent les nuages bas. Plus le flux de rayons cosmiques atteignant l'atmosphère est élevé, plus la nucléation de ces gouttelettes est favorisée, et plus la couverture nuageuse basse tend à s'étendre.

C'est ici qu'intervient l'interaction avec le Soleil. Le vent solaire — le flux continu de particules chargées éjectées par le Soleil — transporte avec lui le champ magnétique solaire, qui enveloppe l'ensemble du système solaire d'une bulle magnétique protectrice appelée héliosphère. Lorsque l'activité solaire est forte (champ magnétique intense, nombreuses éruptions), cette bulle magnétique se renforce et dévie une part plus importante des rayons cosmiques galactiques avant qu'ils n'atteignent l'atmosphère terrestre : moins de rayons cosmiques pénètrent, moins de noyaux de condensation se forment, moins de nuages bas se constituent, et davantage de rayonnement solaire atteint directement la surface — nous sommes en présence d'un effet réchauffant.

À l'inverse, lorsque l'activité solaire faiblit, le bouclier magnétique s'affaiblit, davantage de rayons cosmiques atteignent l'atmosphère, la nébulosité basse augmente, l'albédo planétaire s'accroît, et la surface reçoit moins de rayonnement solaire — nous avons à faire à un effet refroidissant. Le Soleil module ainsi le climat terrestre non seulement par sa luminosité directe (le « *Total Solar Irradiance* », qui varie de façon négligeable, à ± 0,1 % près, sur un cycle de 11 ans), mais surtout, et de façon beaucoup plus significative, par son champ magnétique, qui agit comme un régulateur de la nébulosité terrestre via ce mécanisme d'ionisation cosmique. Cette théorie a reçu un appui expérimental direct avec l'expérience CLOUD menée au CERN, qui a confirmé en laboratoire que l'ionisation par des particules de haute énergie favorise effectivement la nucléation de nouvelles particules atmosphériques.

La paresse scientifique du GIEC ou le rejet de la complexité

Le GIEC ne conteste généralement pas l'existence de ces cycles en tant que tels — leur réalité astronomique et physique est bien établie —, mais il les traite comme des facteurs (de forçage) climatique globalement neutres ou négligeables à l'échelle de temps qui nous intéresse aujourd'hui. Les cycles de Milanković sont considérés comme opérant sur des échelles de dizaines de milliers d'années, trop lentes (d'après le GIEC) pour expliquer un réchauffement concentré sur un siècle et demi. L'irradiance solaire directe, mesurée par satellite depuis les années 1970, est jugée trop stable (variation de l'ordre de ± 0,1 % sur un cycle de 11 ans) pour constituer un forçage (avoir un effet) significatif.

Reste alors la question de leur combinaison. Pris isolément, chacun de ces cycles peut sembler d'amplitude modeste ; mais rien ne dit que leurs effets, une fois superposés, restent négligeables. Or, plutôt que d'examiner sérieusement cette combinaison — un exercice, certes, complexe —, le GIEC préfère l'écarter d'un revers de main et affirmer, par une forme de paresse intellectuelle, que l'ensemble de ces cycles s'annule ou reste sans effet notable sur le réchauffement actuel. C'est précisément l'inverse de la démarche scientifique : au lieu de pousser l'analyse jusqu'au bout, on postule la neutralité de ce qu'on renonce à calculer.

Quant au mécanisme de Svensmark reliant rayons cosmiques et nébulosité, ou aux hypothèses de modulation planétaire proposées par Scafetta[10], le GIEC les qualifie explicitement, dans ses rapports d'évaluation successifs, de mécanismes trop incertains, trop peu quantifiés ou trop complexes pour être intégrés avec confiance dans les modèles de circulation générale — une prudence méthodologique revendiquée comme

telle, mais qui a pour conséquence directe d'exclure ces facteurs du bilan radiatif final, sans qu'ils soient jamais formellement réfutés.

Cette mise à l'écart n'est pourtant pas justifiée, et elle constitue un nouveau défaut de méthode, de même nature que ceux déjà relevés aux points précédents.

D'abord, sur le plan logique : déclarer un mécanisme « trop incertain » ou « trop complexe » pour être quantifié n'équivaut pas à démontrer que son effet est négligeable. Ce sont deux affirmations de nature radicalement différente — l'une porte sur les limites de nos outils de mesure et de calcul, l'autre sur la réalité physique elle-même. **En traitant l'incertitude méthodologique comme une preuve de neutralité climatique, le GIEC transforme silencieusement une lacune de ses modèles en conclusion scientifique.**

Ensuite, sur le plan de la cohérence temporelle : l'argument selon lequel les cycles de Milanković seraient « trop lents » pour expliquer le réchauffement actuel ignore que ces cycles n'agissent jamais seuls, mais en interaction avec les cycles solaires plus courts et les mécanismes océaniques[11] — c'est précisément la combinaison de plusieurs échelles de temps superposées qui produit, historiquement, les inflexions climatiques les plus marquées (sorties de glaciation, optimums holocènes). Écarter chaque cycle pris isolément au motif qu'il est trop lent ou trop rapide pour expliquer, à lui seul, la totalité du signal observé revient à tester la résistance de chaque fil d'une corde séparément en concluant, à chaque fois, qu'aucun ne supporte la charge totale — sans jamais les laisser agir ensemble.

Une approche asymétrique

Enfin, et surtout, cette mise à l'écart illustre une asymétrie méthodologique frappante avec le traitement réservé au CO_2 lui-même. Le forçage radiatif du CO2 (son effet), dont l'ampleur exacte reste débattue (la valeur du paramètre de sensibilité climatique[12] – son effet total si l'on veut – varie encore, dans les rapports du GIEC eux-mêmes[13], entre 2,5 °C et 4 °C pour un doublement de sa concentration dans l'atmosphère — un facteur d'incertitude de près de deux), n'est jamais écarté au nom de sa complexité ou de son incertitude : il reste au contraire la variable centrale et quasi-exclusive de tous les scénarios. Le même degré d'incertitude qui suffit à exclure les cycles solaires et/ou cosmiques d'un rôle causal significatif est jugé compatible, pour le CO2, avec un rôle de cause principale et quasi unique du réchauffement observé.

Des mécanismes affectés d'une incertitude comparable reçoivent ainsi un traitement diamétralement opposé — les uns sont neutralisés par précaution, l'autre (le forçage radiatif du CO_2) est promu au rang de facteur dominant malgré la même précaution qui aurait dû s'appliquer. **Cette asymétrie de traitement, entre un principe de précaution appliqué aux facteurs naturels et un principe de conviction appliqué au facteur anthropique, est le signe d'un choix méthodologique orienté plutôt que d'une évaluation strictement proportionnée aux niveaux d'incertitude réels de chaque mécanisme.**

Ces mécanismes — astronomiques, solaires et cosmiques — sont systématiquement écartés ou fortement sous-pondérés dans les modèles du GIEC alors même que leur périodicité correspond de façon frappante aux oscillations chaud/froid observées durant l'Holocène (Optimum romain, Optimum médiéval, Petit Âge Glaciaire). Une étude de Scafetta (2010)[14] attribue à la combinaison de ces oscillations astronomiques au moins 60 % du réchauffement observé depuis 1970 — une attribution radicalement différente de celle du GIEC, qui impute l'essentiel du réchauffement post-1950 aux gaz à effet de serre anthropiques. Exclure ces mécanismes des modèles climatiques au seul motif qu'ils sont difficiles à paramétrer revient à choisir, par commodité de calcul, d'ignorer une part potentiellement majeure du signal climatique réel — non à démontrer que cette part n'existe pas.

- *On ne prononce pas de non-lieu en faveur d'un suspect qu'on n'a jamais interrogé proprement : l'absence*

d'audition n'a jamais tenu lieu d'acquittement.

4. Des modèles ajustables : le problème de la paramétrisation des rétroactions positives

Ce que sont les rétroactions climatiques

Un modèle climatique[15] ne se contente pas de calculer l'effet radiatif direct (et d'ailleurs décroissant[16]) du CO_2 — un réchauffement d'environ 1°C par doublement de sa concentration dans l'atmosphère (une valeur avancée par le GIEC que nous accepterons par souci de simplification, même si le débat sur ce chiffre reste également ouvert). L'essentiel des prévisions climatiques modélisées repose ailleurs : sur les **rétroactions** (*feedbacks*), c'est-à-dire les mécanismes par lesquels le système climatique amplifie (rétroaction positive) ou atténue (rétroaction négative) ce réchauffement initial.

La littérature climatique en identifie plusieurs, dont les principales sont :

- La **vapeur d'eau** : une hausse de température intensifie l'évaporation, augmentant la quantité de vapeur d'eau atmosphérique — elle-même le plus puissant des gaz à effet de serre — ce qui amplifie le réchauffement initial ;
- L'albédo : la fonte de la neige et de la glace réduit la réflectivité de la surface terrestre, qui absorbe alors davantage de rayonnement solaire ;
- Les **nuages** : selon leur altitude, leur épaisseur et leur type, ils peuvent aussi bien refroidir (en réfléchissant la lumière solaire) que réchauffer (en piégeant le rayonnement infrarouge) — c'est l'une des plus grandes sources d'incertitude des modèles ;
- Le **gradient vertical de température (répartition verticale** des températures) : il module la capacité de l'atmosphère à évacuer la chaleur ;
- Le **cycle du carbone** : le réchauffement favorise le relargage de CO_2 par les sols, les océans et le pergélisol, entretenant un cercle potentiellement vicieux ;
- La **végétation** : les changements de couverture végétale modifient à leur tour les flux radiatifs et biogéochimiques.

C'est la combinaison de ces rétroactions — et non l'effet direct duCO_2 — qui détermine la **sensibilité climatique** (la hausse de température attendue pour un doublement du CO_2), et donc l'ampleur des scénarios de réchauffement présentés au public.

Une incertitude considérable

Or, si l'effet radiatif direct du CO_2 anthropique est aujourd'hui estimé par le GIEC à un peu plus de 1°C[17] (et peut être accepté comme hypothèse de travail), l'ampleur de son amplification par les rétroactions, elle, reste entourée d'une incertitude considérable : selon les modèles retenus, le facteur d'amplification global peut varier dans un rapport d'un à cinq. Autrement dit, **la partie du réchauffement la mieux comprise est aussi la plus modeste ; la partie qui produit les scénarios les plus alarmants est celle entourée de la plus grande incertitude.**

Le tour de passe-passe consiste alors à systématiquement sur-représenter les rétroactions positives — précisément celles dont l'ampleur demeure la moins **assurée** — et à sous-représenter les rétroactions négatives qui refroidissent le système. Cet énième biais méthodologiqu[illegible]umérer) est

Gérer le consentement

ce qui permet de produire les scénarios les plus apocalyptiques : non pas parce que la physique de base du CO_2 l'impose[18], mais parce que le curseur des rétroactions, laissé largement libre par l'état actuel des connaissances, a été positionné du côté le plus alarmiste.

Des paramètres ajustables

Au-delà même des rétroactions (quelles soient positives ou négatives), un modèle climatique informatique contient plusieurs dizaines de paramètres libres — coefficients de convection, formation des nuages, mélange océanique, aérosols — dont la valeur exacte n'est pas directement mesurable et doit être « calée » de sorte que le modèle reproduise, une fois tous ses paramètres ajustés simultanément, le climat moyen observé du XXe siècle.

Cette pratique, documentée et assumée par les modélisateurs eux-mêmes dans la littérature technique, pose un problème épistémologique classique, résumé par la formule attribuée à John von Neumann : « avec quatre paramètres je peux ajuster un éléphant, et avec cinq je peux le faire remuer la trompe ».

Prenons quelques exemples.

Les aérosols anthropiques (particules issues de la combustion, à l'effet refroidissant) illustrent bien ce mécanisme. Leur forçage radiatif (effet) reste l'un des moins bien **cernés** de tous les paramètres des modèles — le GIEC lui-même lui attribue une fourchette d'incertitude parmi les plus larges de ses rapports. Un modélisateur disposant d'une sensibilité au CO_2 élevée, mais devant néanmoins reproduire la relative modération du réchauffement observé au XXe siècle, dispose ainsi d'une marge de manœuvre commode : il lui suffit de renforcer l'effet refroidissant supposé des aérosols pour compenser l'excès de chaleur produit par sa sensibilité élevée, et faire correspondre *a posteriori* le résultat du modèle à la courbe de température observée — sans que cette correspondance constitue une validation indépendante de l'hypothèse initiale sur la sensibilité au CO2. Un modèle paramétré pour retrouver (plus ou moins) le passé observé ne démontre pas, en toute rigueur logique, sa capacité à prédire correctement l'avenir : il démontre seulement sa capacité à être ajusté.

L'albédo (la fraction du rayonnement solaire réfléchie vers l'espace sans être absorbée) constitue, de l'aveu même des rapports du GIEC, l'une des principales sources d'incertitude des modèles de circulation générale (GCM). Il dépend de multiples surfaces réfléchissantes — glace, neige, déserts, océans, végétation — dont l'étendue et la réflectivité varient dans le temps et restent difficiles à représenter avec précision à l'échelle globale. **Une variation de quelques points de pourcentage de l'albédo terrestre suffit à masquer ou au contraire à amplifier l'intégralité du forçage radiatif attribué au CO_2 depuis l'ère préindustrielle — ce qui donne la mesure de l'enjeu que représente ce paramètre à lui seul.**

Les nuages constituent une autre variable, différente de l'albédo au sens strict, et également identifiée par le GIEC comme une source majeure d'incertitude des modèles climatiques. Ils jouent en effet un double rôle contradictoire : les nuages bas (stratocumulus) réfléchissent le rayonnement solaire entrant et refroidissent la planète, tandis que les nuages hauts (cirrus) piègent le rayonnement infrarouge sortant et la réchauffent (sans que le CO_2 entre en compte ici). Leur formation, leur altitude, leur épaisseur optique et leur durée de vie dépendent de processus microphysiques (nucléation des gouttelettes, convection locale) qui se déroulent à des échelles spatiales très inférieures à la résolution des grilles de calcul des modèles climatiques (typiquement 100 à 250 km de côté) : les nuages n'y sont donc pas simulés directement à partir des lois physiques fondamentales, mais représentés par des « paramétrisations » — des formules empiriques ajustées pour reproduire, en moyenne, un comportement observé, plutôt que dérivées de premiers principes.

C'est la combinaison de ces deux sources d'incertitude distinctes : d'une part, la

Gérer le consentement

paramétrisation nuageuse d'autre part — qui explique une bonne part de la fourchette considérable des sensibilités climatiques[19] (entre 1,8 °C et plus de 5,7 °C de réchauffement en plus pour un doublement du CO_2 – par rapport à la situation actuelle) obtenues par les différents modèles, alors que tous prétendent représenter la même physique de base.

- *Un expert qui règle son rapport sur la conclusion qu'on attend de lui n'est plus un expert : c'est un témoin à charge déguisé en scientifique neutre et objectif.*
- *Additionner des doutes et en faire ressortir une conviction, telle est la méthode appliquée par les enquêteurs !*

5. Réchauffement et catastrophes naturelles : une corrélation non établie

Encore des biais méthodologiques

Avant même d'examiner les séries statistiques, une question de bon sens s'impose : pourquoi un ou deux degrés de plus que la période appelée Petit Âge Glaciaire (1350-1750) — l'une des périodes les plus froides des deux derniers millénaires et les plus hostiles à l'homme — devrait-il entraîner des conséquences catastrophiques en termes de climat ? Existe-t-il une loi de la physique qui établisse un lien de cause à effet entre une hausse de température de cet ordre[20] et la multiplication des sécheresses, des inondations ou des typhons ? Aucune ne l'établit : le réchauffement modifie certes la répartition de l'énergie dans le système climatique, mais aucune formule physique ne prédit qu'un degré ou deux supplémentaires doivent produire davantage d'événements extrêmes.

L'histoire climatique apporte au contraire un enseignement inverse. Les grandes périodes chaudes du passé récent — l'Optimum romain, l'Optimum médiéval — ne se caractérisent pas par une multiplication des sécheresses, des inondations ou des tempêtes ; elles sont au contraire associées à des périodes de stabilité climatique relative, de prospérité agricole et d'expansion démographique. Ce sont, à l'inverse, les périodes froides qui sont associées aux famines, aux hivers destructeurs, aux mauvaises récoltes répétées et à une variabilité climatique plus marquée d'une année sur l'autre. C'est le froid, historiquement, qui déstabilise le système climatique (du point de vue de l'homme) et engendre des événements violents — non le chaud.

Pourquoi, dès lors, la relation serait-elle inversée aujourd'hui ? Parce qu'une norme juridique le déclare haut et fort ? La seule différence avancée pour justifier ce retournement de logique est l'origine anthropique d'une fraction du CO_2 atmosphérique — lui-même un contributeur secondaire à l'effet de serre naturel (la vapeur d'eau étant le principal). Rien, dans la physique du carbone ou dans les données historiques, ne permet d'affirmer qu'un réchauffement d'origine partiellement humaine produirait des conséquences qualitativement différentes d'un réchauffement d'origine naturelle de même ampleur. C'est précisément cette rupture non justifiée dans le raisonnement que les données statistiques longues, présentées ci-dessous, viennent contredire.

Contrairement au discours dominant, les séries statistiques longues ne montrent aucune tendance à l'aggravation des catastrophes naturelles avec le réchauffement — et parfois ont même une évolution inverse :

- Cyclones tropicaux[21] : les données de fréquence globale (Global Tropical Cyclone Activity) et d'énergie cyclonique accumulée (ACE) ne montrent aucune tendance haussière significative depuis les années 1970 par exemple ; le nombre d'ouragans touchant terre aux États-Unis et leur intensité sont en diminution régulière depuis 1950 selon le NOAA National Hurricane Center (tendance très bien documentée).

Gérer le consentement

- Sécheresses[22] : par exemple, les données du National Climate Data Center ne montrent aucune tendance à la hausse du pourcentage de territoire américain en situation de sécheresse sévère à extrême depuis 1900 ; en Europe, les reconstructions dendrochronologiques indiquent des « méga sécheresses » médiévales bien plus sévères et prolongées (près de deux siècles) que tout épisode du XXe ou du XXIe siècle.

- Feux de forêt[23] : à l'échelle globale, les études satellitaires (Riano et al., 2007) ne montrent aucune corrélation entre réchauffement et surface totale brûlée sur la période 1981-2000, les hausses observées dans certaines régions (Eurasie, ouest américain) étant compensées par des baisses ailleurs (Asie du Sud-Est, Amérique centrale) ; les statistiques longues sur le dernier siècle montrent même une tendance de fond à la baisse de la surface brûlée aux États-Unis lorsqu'on prend en compte une échelle de temps suffisamment large : une étude de référence publiée dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences* ***[24]***, fondée sur 3 000 ans de reconstructions par charbon de bois sédimentaire dans l'Ouest américain, établit que les niveaux de combustion les plus bas de cette période de trois millénaires ont été atteints précisément au XXe siècle — un phénomène que les chercheurs eux-mêmes qualifient de « déficit de feu », par contraste avec des pics bien plus élevés durant l'Optimum climatique médiéval et le XIXe siècle (Marlon et al., 2012).

- Élévation du niveau des mers[25] : les mesures marégraphiques de long terme (Holgate, 2007) montrent un rythme d'élévation cyclique, plus rapide en première moitié du XXe siècle (2,03 mm/an, 1904-1953) qu'en seconde moitié (1,45 mm/an, 1954-2003) — sans accélération continue démontrée sur le temps long, malgré une hausse continue des émissions de CO_2 .

Le GIEC lui-même (cela surprendra sans doute plus d'un lecteur) n'ose pas contredire ces éléments sur trois points importants : les cyclones tropicaux, les sécheresses et les feux de forêt. Mais, comme tout organe bureaucratique plus politique que scientifique, il sait manier à l'envi l'art de l'ambiguïté (en consignant ces constats dans son corps technique[26]), tout en réservant à sa communication publique un tout autre registre.

Le Résumé pour décideurs politiques (SPM) établi par le GIEC (le seul qui compte d'un point de vue médiatique) consacre en effet davantage de place aux projections futures à haut risque et aux formulations générales sur l'intensification des extrêmes qu'à l'absence de tendances claires concernant les cyclones tropicaux, les sécheresses ou les feux de forêt.

Autres explications :

En outre, il y a bien d'autres explications qui peuvent être avancées. En effet, nous pouvons attribuer une part importante des « événements » observés (inondations, sécheresses, canicules — qu'ils soient plus nombreux ou pas) non pas au réchauffement radiatif du CO_2 anthropique, mais à la déforestation, au bétonnage des sols et à la disparition de la couverture végétale par exemple (impacts anthropiques, mais de nature bien différente).

Pour les canicules :

Le mécanisme physique précis repose sur le partage réel de l'énergie évacuée par le sol : l'évaporation retire à elle seule environ 53 % de la chaleur du sol, contre 34 % pour le rayonnement infrarouge (celui que retient en partie le CO_2) et 13 % seulement pour la convection sensible — l'évaporation assure ainsi, à elle seule, la plus grande part du refroidissement terrestre[27]. **Bloquer cette évaporation, en imperméabilisant les sols ou en supprimant la végétation, revient directement à obstruer le principal mécanisme de refroidissement de la planète : voilà ce qui explique l'îlot de chaleur dans nos cités (jusqu'à 10 °C de surchauffe estivale supplémentaire en zone urbaine imperméabilisée), le réchauffement mesuré des régions déforestées, et celui des terres agricoles dépourvues de végétation.**

Gérer le consentement

À l'inverse, les surfaces couvertes de végétation absorbent davantage de chaleur solaire sans se réchauffer pour autant, car elles transpirent.

Pour les inondations :

Le même mécanisme d'imperméabilisation des sols fournit une explication alternative directe à la multiplication apparente des inondations et des crues éclair. Un sol vivant, couvert de végétation, se comporte comme une éponge : la matière organique, les racines et la porosité naturelle du sol lui confèrent une capacité d'infiltration et de rétention considérable, qui absorbe une part importante des précipitations avant qu'elles ne ruissellent, et la restitue ensuite progressivement, sur plusieurs jours ou semaines, par évapotranspiration et par écoulement souterrain lent. Un sol bétonné, bitumé ou tassé par l'agriculture intensive perd cette capacité d'absorption : l'eau de pluie, qui ne peut plus s'infiltrer, ruisselle immédiatement en surface et se concentre en quelques minutes dans les réseaux d'évacuation, les cours d'eau et les points bas — produisant des crues brutales et localisées à partir d'épisodes pluvieux qui, sur un sol resté perméable, se seraient dissipés sans dommage notable.

Cette dynamique est aggravée par l'extension continue des surfaces artificialisées (parkings, zones commerciales, lotissements, routes) le long des axes de ruissellement naturel, ainsi que par la déforestation en amont des bassins versants, qui prive les sols en altitude de leur rôle de tampon hydrique. Le même volume de précipitations produit ainsi un risque d'inondation croissant au fil des décennies, non parce que les pluies elles-mêmes s'intensifient sous l'effet du réchauffement, mais parce que la capacité des sols à absorber cette eau diminue mécaniquement à mesure que l'urbanisation progresse.

Une hausse de la fréquence des inondations rapportée dans les statistiques d'assurance ou les bilans d'événements climatiques peut donc, selon cette lecture, refléter avant tout l'évolution de l'occupation des sols plutôt qu'une évolution du régime des précipitations lui-même — un facteur rarement isolé dans les attributions médiatiques au « dérèglement climatique ».

La consécration du CO_2 anthropique comme cause unique de tous les malheurs du monde est, on le voit, aberrante. L'obsession du GIEC pour le CO2 anthropique — qui n'est d'ailleurs qu'une toute petite partie du CO2 atmosphérique — est proche du délire, presque religieux.

- *Ni aveu, ni preuve matérielle, ni même une corrélation sérieuse : ce dossier ne tient que sur des présomptions imaginaires, et l'on ne condamne pas sur de simples présomptions surtout si elles sont préétablies.*

6. Une prédiction majeure des modèles démentie par l'observation

Au-delà des débats théoriques, l'hypothèse d'un réchauffement anthropique dominé par l'effet de serre radiatif duCO_2 formule une prédiction testable (d'après les partisans du réchauffement anthropique eux-mêmes), que nous pouvons confronter aux observations disponibles :

- Prédiction : Un « point chaud tropical » (*hot spot*) devrait apparaître dans la moyenne troposphère tropicale, avec un réchauffement 2 à 3 fois plus rapide qu'en surface, signature caractéristique de l'effet de serre selon les modèles du GIEC. Observation : ni les radiosondages par ballon-sonde, ni les deux systèmes satellitaires indépendants (UAH, RSS) ne détectent ce point chaud prédit par les modèles (Douglass et al., 2007)[28].

Cette prédiction n'est pas un détail technique parmi d'autres : elle occupe une place particulière dans l'architecture même de la théorie, pour deux raisons.

Gérer le consentement

Premièrement, le point chaud tropical découle d'un mécanisme physique largement indépendant des paramétrisations : le gradient thermique vertical dans une atmosphère humide impose qu'une convection tropicale plus intense, résultant d'un réchauffement de surface quel qu'en soit l'origine, doive amplifier ce réchauffement en altitude. C'est précisément parce que cette signature échappe au piège de l'ajustement qu'elle constitue un test véritablement indépendant de la théorie — l'un des rares qui ne puisse pas être « calé » après coup pour coller aux observations.

Deuxièmement, cette absence est corroborée par **trois systèmes de mesure indépendants** — radiosondages, et deux constellations satellitaires concurrentes (UAH et RSS, qui utilisent des méthodes de traitement des données différentes et sont opérées par des équipes distinctes) — ce qui écarte l'hypothèse d'une simple erreur instrumentale propre à un seul instrument ou une seule équipe.

Une théorie dont une prédiction caractéristique majeure ne se vérifie pas dans les observations disponibles doit, selon les canons ordinaires de la méthode scientifique, être révisée ou abandonnée.

- *Quand l'accusation échoue à produire la preuve principale de sa démonstration infaillible, il est peut-être temps d'abandonner les poursuites et d'aller chercher ailleurs les coupables !*

Synthèse & ce que nous demandons

Résumons les points principaux de cette ténébreuse affaire.

Nous avons :

1. Une convention internationale qui désigne son coupable avant d'avoir ouvert l'enquête.
2. Trois biais méthodologiques majeurs qui orientent chaque lecture des données vers la même conclusion prédéterminée.
3. Des cycles solaires, orbitaux et cosmiques, mesurables et documentés depuis Newton et Kepler, écartés au nom de leur complexité (ou de leur neutralité supposée) — la même complexité qui n'empêche pourtant jamais le CO_2 d'être promu au rang de cause principale.
4. Des modèles numériques que l'on ajuste jusqu'à ce qu'ils confirment ce qu'on voulait déjà démontrer.
5. Des catastrophes naturelles qui, sur toutes les séries statistiques longues disponibles, refusent obstinément de suivre la courbe du CO_2 et de se montrer inquiétantes.
6. Une prédiction majeure de la théorie du réchauffement centrée sur le CO_2 anthropique démentie par les faits.

Pour une science qui se présente comme le « consensus » le plus solide de l'histoire moderne, avouons que cela fait beaucoup d'angles morts, de biais de départ et de contradictions internes non résolues. Une théorie qui a besoin d'autant d'arrangements, de choix arbitraires et de biais méthodologiques pour tenir debout n'est peut-être pas un consensus « scientifique » bien solide : cela ressemble plutôt à un dogme quelque peu boiteux et claudiquant.

Mais soyons cléments (et même charitables – car nous n'avons pas évoqué ici toutes les fraudes scientifiques avérées dans lesquelles certains membres éminents du GIEC ont trempé à plusieurs reprises)[29].

Nous ne demandons pas que le GIEC change d'avis. Nous demandons qu'il accepte que d'autres en aient un différent, sans que cela fasse d'eux des hérétiques. Nous demandons le droit ordinaire de tout débat scientifique digne de ce nom : le droit de douter, le droit d'être minoritaire sans être délégitimé et le droit d'attendre, de la part d'experts qui prétendent façonner nos politiques énergétiques pour les décennies à venir, un peu moins d'arrogance dans leurs conclusions et un peu plus d'humilité devant la complexité du système

qu'ils prétendent avoir entièrement percé à jour.

Tant que ce débat n'aura pas été ouvert, nous n'aurons de cesse de dire, de proclamer et de plaider, preuves à l'appui, que la Nature a horreur du GIEC.

Parce que le GIEC semble avoir une sainte horreur des méthodes scientifiques les plus élémentaires (n'est-ce pas mon cher Watson ?[30]).

- *Pour conclure en une phrase ce procès historique, je laisse aux membres du jury, cette interrogation grave et profonde : Après tout ce que vous avez entendu, en votre âme et conscience, dites-nous donc, des deux, qui est le plus déréglé ? Le climat ou le GIEC ?*

Guillaume de Rouville[31] – 18 septembre 2026

Article du même auteur :

1. Petit catalogue raisonné des folies écolo-climatiques

Ouvrages sur le climat :

1. Manuel de Combat Climatique
2. Promenade dans les Abysses Écologiques

PS : De nombreux autres points (que nous réservons pour un ou plusieurs articles) mériteraient d'être également abordés en détail :

1. Les problèmes liés aux mesures de température et les ajustements successifs des séries de données, terrestres comme satellitaires ;
2. Les relations océan-atmosphère, et notamment l'incapacité physique d'un flux radiatif aussi ténu que le forçage du CO_2 à réchauffer un réservoir thermique aussi massif que l'océan ;
3. La notion parascientifique de *Point de Bascule* et l'absence de fondement scientifique derrière les frontières des 1,5°C ou de 2°C (de réchauffement anthropique), présentées par le GIEC comme des seuils de changements significatifs basés sur les lois de la physique alors qu'il s'agit de simples repères de négociation diplomatique ;
4. La prépondérance de la vapeur d'eau dans l'effet de serre naturel, et la quasi-saturation de l'effet radiatif du CO_2 , dont la relation logarithmique avec la température implique un effet marginal décroissant à mesure que sa concentration augmente ;
5. L'absence d'accélération démontrée du réchauffement actuel par rapport à d'autres épisodes de réchauffement rapide bien documentés dans le registre paléoclimatique (sortie du Dryas récent, événements de Dansgaard-Oeschger, sortie de l'Optimum médiéval).

[1] Le GIEC n'est pas à l'origine des études scientifiques climatiques ; il se contente de les sélectionner et d'en tirer les conclusions (qu'il souhaite) dans le cadre d'un processus très peu transparent.

[2] Interprétation confirmée par le GIEC qui ne voit dans le réchauffement moderne des 175 dernières années que la main de l'homme.

[3] L'**Optimum climatique médiéval** désigne une période chaude, entre environ 950 et 1300, durant laquelle les températures ont atteint des niveaux comparables ou supérieurs à ceux d'aujourd'hui.

[4] Le **Petit Âge Glaciaire** s'étend globalement du XIIIe-XIVe siècle jusqu'au milieu du XIXe siècle, marquée par l'avancée des glaciers alpins, le gel régulier de la Tamise et de nombreux hivers rigoureux. Refroidissement estimé entre 0,6°C (moyenne globale) et 1 à 2°C (Europe, Amérique du Nord, Groenland) selon les phases et les régions, avec des pointes locales pouvant dépasser 3°C lors de certains hivers extrêmes.

[5] Même à partir d'un des points les plus bas de l'histoire humaine des cinq derniers siècles !

[6] Pour explorer le sujet en profondeur, voir, notamment, les travaux de Vincent Courtillot, Jean-Louis Le Mouël et Fernando Lopes : https://www.climato-realistes.fr/consequences-geophysiques-de-la-mecanique-celeste/ et le livre très détaillé de Nicola Scafetta : *The Frontier of Climate Science – Solar Variability, natural cycles and model uncertainty* (2026 – Complexity Insight Press).

[7] Le **centre de masse** (ou barycentre) du système solaire est le point d'équilibre autour duquel gravitent l'ensemble des corps du système, Soleil compris — à distinguer du centre de gravité, notion propre à un champ gravitationnel uniforme, non pertinente à cette échelle. Sous l'effet de Jupiter et Saturne notamment, le Soleil orbite lui-même autour de ce point, qui peut se situer à l'intérieur ou à l'extérieur de sa surface selon les configurations planétaires.

[8] Scafetta, N. (2012). *Multi-scale harmonic model for solar and climate cyclical variation throughout the Holocene based on Jupiter-Saturn tidal frequencies plus the 11-year solar dynamo cycle*. Journal of Atmospheric and Solar-Terrestrial Physics, 80, 296–311 : https://doi.org/10.1016/j.jastp.2011.12.005 – Scafetta, N. et al. (2022). *The Planetary Theory of Solar Activity Variability: A Review*. Frontiers in Astronomy and Space Sciences : https://doi.org/10.3389/fspas.2022.937930

[9] Formations minérales qui se développent dans les grottes par précipitation lente de calcite (stalactites, stalagmites, etc.). Leur croissance, couche après couche, enregistre la composition chimique et isotopique de l'eau d'infiltration au moment de leur formation — ce qui permet, par datation radiométrique et analyse des isotopes de l'oxygène, de reconstituer les températures et les régimes de précipitations passés sur des dizaines de milliers d'années.

[10] **Nicola Scafetta**, physicien italien (Université Fédéric-II de Naples), est l'auteur de plusieurs travaux avançant l'existence de cycles climatiques de 20 et 60 ans corrélés aux périodes orbitales de Jupiter et Saturne, via leur influence gravitationnelle sur le mouvement du Soleil autour du barycentre du système solaire (cf. note [5]).

[11] Désigne ici les oscillations climatiques internes liées à la circulation et à la variabilité thermique des océans — telles que l'Oscillation Multidécennale Atlantique (AMO, cycles d'environ 60-70 ans) ou l'Oscillation Décennale du Pacifique (PDO) — qui redistribuent la chaleur accumulée dans les grands réservoirs océaniques sur des échelles de temps de quelques décennies, entre les cycles solaires courts (11 ans) et les cycles orbitaux longs (dizaines de milliers d'années).

[12] La **sensibilité climatique** désigne la hausse de température moyenne du globe attendue si la concentration de CO_2 venait à doubler par rapport à son niveau préindustriel. Elle intègre non seulement l'effet radiatif direct du CO_2 (environ 1 °C, d'après le GIEC), mais aussi l'ensemble des rétroactions du système climatique (vapeur d'eau, nuages, albédo…) qui peuvent l'amplifier ou l'atténuer. La fourchette citée ici (2,5 °C à 4 °C) correspond à l'intervalle « probable » (66 % de confiance) retenu par le GIEC dans son dernier rapport (AR6, 2021) ; son intervalle « très probable » (90 % de confiance) est plus large encore : 2 °C à 5 °C. Voir le Point 4 pour plus de détails sur le sujet.

[13] Si le GIEC a resserré sa propre estimation officielle de sensibilité climatique (2,5°C à 4°C dans l'AR6, contre 1,5°C à 4,5°C dans l'AR5), il continue paradoxalement à intégrer dans nombre de ses projections d'impacts les

modèles CMIP6 les plus sensibles — jusqu'à 5,7°C — que sa propre évaluation qualifie pourtant d'excessifs et exclut de sa fourchette « très probable ».

[14] Scafetta, N. (2010). *Empirical evidence for a celestial origin of the climate oscillations and its implications*. Journal of Atmospheric and Solar-Terrestrial Physics, 72(13), 951–970. DOI.

[15] Pour une critique détaillée des modèles informatiques du GIEC : *Climat, la part d'incertitude* – Steven Koonin – L'Artilleur – Novembre 2022.

[16] L'effet radiatif direct du CO_2 ne suit pas une loi linéaire, mais **logarithmique** : chaque doublement successif de concentration (par exemple 280→560 ppm, puis 560→1120 ppm) produit un réchauffement d'ampleur comparable, plutôt qu'un réchauffement proportionnel à la quantité de CO_2 ajoutée. Concrètement, cela signifie que l'effet marginal de chaque ppm supplémentaire décroît à mesure que la concentration augmente : les premières molécules de CO_2 ajoutées à l'atmosphère ont un impact radiatif bien plus fort que celles qui s'y ajoutent aujourd'hui, l'essentiel du spectre d'absorption infrarouge du CO_2 étant déjà largement saturé aux concentrations actuelles.

[17] Entre 1 et 1,4°C.

[18] Et celle de ses interactions avec les autres éléments de la biosphère.

[19] Rappelons à nouveau ici que si le GIEC a resserré sa propre estimation officielle de sensibilité climatique (2,5°C à 4°C dans l'AR6, contre 1,5°C à 4,5°C dans l'AR5), il continue paradoxalement à intégrer dans nombre de ses projections d'impacts les modèles CMIP6 les plus sensibles — jusqu'à 5,7°C — que sa propre évaluation qualifie pourtant d'excessifs et exclut de sa fourchette « très probable ».

[20] Pour rappel, le GIEC estime que nous avons gagné 1°C sur les 175 dernières années.

[21] Ces données proviennent du site *Global Tropical Cyclone Activity* (climatlas.com/tropical), maintenu par le climatologue Ryan N. Maue (docteur en météorologie, Florida State University), qui compile depuis plus de deux décennies les statistiques mondiales de fréquence et d'énergie cyclonique accumulée (ACE) à partir de la base de données IBTrACS. Voir notamment : Maue, R.N. (2011), *Recent historically low global tropical cyclone activity*, Geophysical Research Letters, 38, L14803 (https://doi.org/10.1029/2011GL047711), et sa mise à jour continue sur https://climatlas.com/tropical/. Klotzbach, P.J. et al. (2022), *Trends in Global Tropical Cyclone Activity: 1990–2021*, Geophysical Research Letters, 49 (https://doi.org/10.1029/2021GL095774), confirme l'absence de tendance haussière significative sur la période récente à observation satellitaire homogène. Pour les données américaines : NOAA National Hurricane Center, *Continental United States Hurricane Impacts/ Landfalls 1851-Present* — https://www.nhc.noaa.gov/climo/

[22] Pour les données américaines : National Centers for Environmental Information (NCEI, ex-NCDC), *Historical Palmer Drought Indices* — https://www.ncei.noaa.gov/access/monitoring/historical-palmers/ ; voir aussi Dai, A. (2011), *Characteristics and trends in various forms of the Palmer Drought Severity Index (PDSI) during 1900-2008*, Journal of Geophysical Research, 116, D12115. Pour les mégasécheresses médiévales européennes : Helama, S., Meriläinen, J. & Tuomenvirta, H. (2009), *Multicentennial megadrought in northern Europe coincided with a global El Niño–Southern Oscillation drought pattern during the Medieval Climate Anomaly*, Geology, 37(2), 175-178 (https://doi.org/10.1130/G25329A.1), qui documente une sécheresse pluriséculaire en Europe du Nord durant l'Anomalie climatique médiévale. Voir également Cook, E.R. et al. (2015), *Old World megadroughts and pluvials during the Common Era*, Science Advances, 1(10) (https://doi.org/10.1126/sciadv.1500561), qui établit, à partir de l'« Old World Drought Atlas » (reconstructions dendrochronologiques), que les sécheresses en Europe du Nord et centrale aux XIe et XVe siècles ont été plus sévères, plus étendues et plus prolongées que tout épisode du XXe siècle.

[23] **Riaño, D., Moreno Ruiz, J.A., Isidoro, D. & Ustin, S.L. (2007).** *Global spatial patterns and temporal trends of burned area between 1981 and 2000 using NOAA-NASA Pathfinder*. Global Change Biology, 13(1), 40-50. https://doi.org/10.1111/j.1365-2486.2006.01268.x

[24] **Marlon, J.R., Bartlein, P.J., Gavin, D.G. et al. (2012).** *Long-term perspective on wildfires in the western USA*. Proceedings of the National Academy of Sciences, 109(9), E535-E543. https://doi.org/10.1073/pnas.1112839109 – Voir également : **Farris, C. et al. (2026).** *New methods provide a 300-year perspective on modern area burned in two wilderness areas of the southwest United States*. Ecosphere. https://doi.org/10.1002/ecs2.70471

[25] **Holgate, S.J. (2007).** *On the decadal rates of sea level change during the twentieth century*. Geophysical Research Letters, 34, L01602. https://doi.org/10.1029/2006GL028492 – **Church, J.A. & White, N.J. (2011).** *Sea level rise from the late 19th to the early 21st century*. Surveys in Geophysics, 32, 585-602.https://doi.org/10.1007/s10712-011-9119-1

[26] AR6, 2021 (GIEC, Groupe de travail I) : « *Il existe une confiance faible dans la plupart des tendances de long terme rapportées dans les métriques de fréquence ou d'intensité des cyclones tropicaux* » (section 11.7.1) ; « *il existe une confiance faible pour une contribution humaine aux tendances observées des sécheresses météorologiques à l'échelle régionale* » et « *une confiance faible dans les changements de sécheresse à l'échelle globale* » (section 11.6) ; « *une confiance faible dans les tendances globales de long terme concernant la surface brûlée* », le rapport indiquant par ailleurs, avec une confiance élevée, que la surface terrestre brûlée à l'échelle mondiale a diminué au cours des dernières décennies (section 12.4). https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Chapter_11.pdf/https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_FGD_Chapter12.pdf

[27] Sur ce sujet et sur ces chiffres, voir le livre de Michel Vieillefosse : *Climat : comprendre sans simplifier*. L'Harmattan. 2025.

[28] Douglass, D.H., Christy, J.R., Pearson, B.D. & Singer, S.F. (2008). *A comparison of tropical temperature trends with model predictions*. International Journal of Climatology, 28(13), 1693-1701. https://doi.org/10.1002/joc.1651

[29] Amusez-vous à explorer les différents « *Climate Gate* » par exemple.

[30] **Robert T. Watson,** climatologue et chimiste britannique, qui a présidé le GIEC de 1997 à 2002 — lors du troisième rapport d'évaluation (2001).

25 septembre 2026 dans de ROUVILLE.

Articles en rapport


Petit catalogue raisonné des folies écolo-climatiques


Pourquoi l'écologiste contemporain n'a-t-il pas d'humour ?



Le dernier livre de Guillaume de Rouville

Gérer le consentement